

*Le budget—M. Minaker*

L'opposition ne semble pas comprendre l'importance d'un cadre réglementaire souple pour le secteur privé. En fait, nos amis socialistes du NPD ne comprennent absolument pas l'importance du secteur privé. En 1984, en 1985, en 1986 et encore en 1987, ils déclaraient que le secteur privé ne relèverait pas le défi de la création d'emplois. Ils soutenaient que le secteur privé ne répondrait pas à l'appel et ne créerait pas d'emplois même si nous instaurions un climat propice aux investissements.

Il y a 1,15 million de nouveaux emplois au Canada dont 80 p. 100 sont permanents. La majorité de ces emplois sont maintenant occupés par des femmes. Pourtant, l'opposition avait dit que ce serait impossible. Voyez comme elle s'est trompée. Ce n'est pas une mince affaire que d'avoir créé 1,15 million d'emplois.

Si j'insiste sur ce point, madame le Président, c'est que notre collègue, le député de Saint-Jean-Est (M. Harris), est intervenu hier et a affirmé que les gouvernements ne créaient pas d'emplois. Il a raison, c'est le secteur privé qui en crée; c'est à lui qu'on les doit et je tiens à l'en féliciter.

L'autre volet de ce programme concerne la réforme fiscale et notre souci de rendre notre régime fiscal plus juste pour les particuliers afin d'assurer notre compétitivité sur les marchés internationaux. Si l'on demande à une personne de faire des heures supplémentaires ou de travailler un peu plus, elle sera disposée à le faire s'il lui reste au bout de compte un peu plus d'argent dans son porte-monnaie. Si au contraire le percepteur lui prend cet argent, elle préférera certainement profiter de ses loisirs.

Il existe actuellement trois tranches d'imposition. L'impôt sur le revenu des particuliers a été réduit d'environ huit points. Voilà pourquoi les gens sont maintenant désireux de travailler. Notre productivité et notre compétitivité vis-à-vis du reste du monde va donc s'améliorer. A compter de cette année, les Canadiens paieront moins d'impôt sur le revenu; huit ménages sur dix profiteront d'une baisse de l'impôt sur leur revenu; 850 000 contribuables ayant des revenus faibles ne paieront pas un sou d'impôt, je dis bien 850 000 Canadiens; neuf Canadiens sur dix qui ont plus de 65 ans verront leur impôt sur le revenu réduit voire supprimé. Les taux d'imposition des sociétés ont été réduits.

Troisièmement, pour créer ces emplois et stimuler l'économie, nous avons assuré et amélioré nos débouchés sur les marchés étrangers. Nous savons combien les exportations sont cruciales pour notre pays. Les échanges commerciaux avec les États-Unis engendrent, directement ou indirectement, trois millions d'emplois au Canada. Allions-nous rester là à ne rien faire en voyant certains intérêts aux États-Unis tenter de restreindre les exportations de marchandises canadiennes? Nous ne pouvions pas nous croiser les bras pendant que des emplois étaient en train d'être supprimés. Nous nous sommes mis à la tâche et nous avons signé l'Accord de libre-échange, qui garantit plus d'emplois au Canada, plus d'emplois pour les jeunes.

En assurant des marchés plus vastes, le libre-échange fera baisser les prix et mettra un plus grand nombre de produits à la portée de nos consommateurs. Le libre-échange comporte d'autres avantages que la création d'emplois. L'accord a également valeur de précédent pour d'autres pays. Si deux pays

importants arrivent à conclure un accord de libre-échange, pourquoi d'autres pays ne le pourraient-ils pas? L'accord crée une ouverture sur la zone du GATT. Le gouvernement a également pour objectif d'exporter nos marchandises vers d'autres parties du monde.

En matière de libre-échange, les Canadiens, tout comme l'opposition, ont un choix. Si nous refusons le changement, nous pouvons nous replier sur nous-mêmes et nous protéger des importations en imposant des droits de douane. Nous pouvons tenter de faire du commerce en circuit fermé, enveloppés dans le drapeau, repliés sur notre pays. C'est l'objectif que prônent les néo-démocrates et les libéraux. C'est ce qu'ils veulent faire. Ils veulent déchirer l'Accord de libre-échange et se parer du drapeau canadien en disant que nous pouvons nous suffire à nous-mêmes. Où vont-ils dénicher les trois millions d'emplois qui dépendent des exportations? Qui va se charger de cet aspect? En l'absence de tous ces revenus d'emplois, où vont-ils aller chercher les recettes fiscales pour financer les programmes sociaux qu'ils réclament si ardemment et que nous appuyons?

Mais il y a également un autre choix qui s'offre; celui de tendre la main, de nous ouvrir sur le reste du monde, d'accepter le défi de la concurrence et de la croissance. Nous le faisons déjà. De fait, notre capacité concurrentielle dépasse celle d'autres pays. C'est ce que nous permet de faire le libre-échange. Il va nous donner de nouveaux emplois.

L'autre domaine que nous, en tant que gouvernement, considérons comme très important était le contrôle du déficit. On ne saurait trop insister sur ce point. Depuis trois ans, les dépenses du gouvernement ont augmenté à un taux moyen inférieur à celui de l'inflation. On peut le comparer à l'augmentation moyenne des dépenses des libéraux qui était de 14 p. 100 par an les quatre dernières années où ils étaient au pouvoir. C'est ce qui a causé le déficit. Celui-ci a été réduit de manière systématique sans faire de coupures au petit bonheur, sans mettre les gens au chômage et sans supprimer les programmes sociaux pour que l'économie de notre pays n'en souffre pas. C'est ce que veulent les Canadiens.

J'ai écouté hier le chef de l'opposition (M. Turner) parler du ministre des Finances et du déficit accumulé. Je voudrais porter à votre attention, madame la Présidente, un point que j'ai trouvé très intéressant à propos du très honorable chef de l'opposition qui a fait cette déclaration:

Après trois ans et demi, l'armure du ministre n'est plus aussi étincelante. Au lieu d'avoir diminué grâce au ministre et au gouvernement actuels, la dette a grimpé à 293,4 milliards de dollars, une augmentation de 116,6 milliards ou de 66 p. 100 depuis trois ans et demi.

Le chef de l'opposition a omis de dire que, lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, dans le premier budget il y avait 22 milliards de dollars que nous avons dû demander aux contribuables canadiens pour payer les intérêts de la dette accumulée par les libéraux pour un montant de quelque 190 milliards de dollars. Sans compter les nouvelles dettes contractées par le gouvernement, si on multiplie ces 22 milliards de dollars par quatre, on obtient 88 milliards de dollars de dette. C'est un déficit qui découle des intérêts à payer pour la dette contractée par l'opposition.